

	منظمة الأغذية والزراعة للأمم المتحدة	CFS: 85/2 Supp.1 Avril 1985
	联合国粮食及农业组织	
	FOOD AND AGRICULTURE ORGANIZATION OF THE UNITED NATIONS	
	ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE	
	ORGANIZACION DE LAS NACIONES UNIDAS PARA LA AGRICULTURA Y LA ALIMENTACION	

Point II de
l'ordre du jour provisoire

COMITE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE MONDIALE

Dixième session

Rome, 10-17 avril 1985

SITUATION DE LA SECURITE ALIMENTAIRE MONDIALE
ET NOUVELLES ORIENTATIONS

MISE A JOUR

1. La situation de la sécurité alimentaire mondiale n'a pas sensiblement évolué depuis la rédaction du rapport principal (CFS 85/2). A l'échelle mondiale, les disponibilités restent abondantes, mais la situation alimentaire a continué de se dégrader dans un certain nombre de pays, notamment sur le continent africain. On signale une extension des pénuries alimentaires et de la malnutrition, ainsi qu'une augmentation des décès dus à la famine dans un nombre toujours plus grand de pays d'Afrique. Les besoins d'aide alimentaire des 21 pays les plus gravement touchés en 1984/85 sont désormais estimés à près de 7 millions de tonnes. Bien que la réponse des donateurs ait été positive, en ce sens que 5,7 millions de tonnes ont déjà été engagées, 40 pour cent seulement des quantités promises ont été effectivement livrées.
2. Depuis la rédaction du document principal, l'estimation de la production mondiale de denrées de base en 1984 a légèrement augmenté pour atteindre 1 milliard 807 millions de tonnes (Tableau 1), essentiellement à la suite des révisions en hausse pour la Chine et les Etats-Unis. En conséquence, on prévoit désormais que les stocks de report à la fin de la campagne 1984/85 augmenteront de 32 millions de tonnes pour atteindre 298 millions de tonnes, soit 18 pour cent de la consommation estimée en 1985. Cependant, la production de denrées de base dans les pays à faible revenu et à déficit vivrier autres que la Chine et l'Inde devrait être de 3 pour cent inférieure à celle de 1983, ce qui aura pour effet d'augmenter encore leurs importations céréalières en 1984/85: on prévoit actuellement qu'elles atteindront 36 millions de tonnes, soit près de 20 pour cent de la consommation totale prévue pour les denrées de base.
3. Face à la gravité de la situation alimentaire en Afrique et dans un certain nombre de pays en développement, on a assisté à un accroissement bienvenu du volume des allocations d'aide alimentaire pour 1984/85. A l'heure actuelle, ces allocations sont estimées à 11,7 millions de tonnes, soit quelque 1 million de tonnes de plus que ne l'indiquait le document principal, reflétant une révision à la hausse pour les Etats-Unis. Ainsi, pour la première fois depuis l'adoption de l'objectif annuel minimum de 10 millions de tonnes par la Conférence mondiale de l'alimentation en 1974, cet objectif a été atteint et dépassé.
4. Comme on le souligne dans le document principal, la seule façon de poursuivre et d'accroître l'aide alimentaire d'urgence est de relancer l'agriculture en vue d'obtenir des résultats tangibles d'ici quelques années. Les efforts devraient porter essentiellement sur une utilisation plus efficace et opportune des ressources disponibles en ayant recours plus largement et de façon plus rationnelle aux capacités et aux programmes existants.

TABLEAU 1 - PRODUCTION, IMPORTATIONS ET STOCKS D'ALIMENTS DE BASE DANS LE MONDE - 1982/83 A 1984/85

	PRODUCTION			IMPORTATIONS			STOCKS DE CLOTURE		
	1982	1983	1984 chiffres prov.	1982/83	1983/84 chiffres prov.	1984/85 prévisions	1982/83	1983/84 chiffres prov.	1984/85 prévisions
	(..... millions de tonnes)								
<u>Aliments de base 1/</u>	1 716	1 649	1 807	216	217	230	322,5	265,9	298,0
dont:									
Blé	485	495	522	97	99	105	120,0	130,8	143,3
Céréales secondaires	793	697	809	88	90	97	160,3	89,9	104,2
Riz (usiné)	282	300	313	12	13	12	42,2	45,2	50,5
(paddy)	422	450	467	....	....	....	.....	.....	.....
Racines et tubercules	111	112	118	16	12	13	.....	.....	.....
Légumineuses	45	45	45	3	3	3	.....	.....	.....
<u>Total céréales 2/</u>	1 560	1 492	1 644	197	202	214	322,5	265,9	298,0
dont:									
Pays en développement	697	746	772	106	107	109	105,1	120,8	128,5
Pays à faible revenu et à déficit vivrier 3/	514	567	583	53	48	50	78,2	93,6	99,1
Chine et Inde	372	425	444	25	17	14	58,2	69,8	76,0
Autres pays	142	142	139	28	31	36	20,0	23,8	23,1
Pays développés	863	747	872	91	94	105	217,4	145,1	169,5

1/ Légumineuses, racines et tubercules (équivalent de céréales), riz (équivalent riz usiné), ainsi que céréales. Les totaux sont calculés à partir de chiffres non arrondis.

2/ Y compris riz en équivalent riz usiné.

3/ Comprend tous les pays à déficit vivrier qui ont un revenu par habitant inférieur au chiffre retenu par la Banque mondiale pour déterminer quels pays ont droit à l'aide de l'IDA (c'est-à-dire dont le revenu par habitant était égal ou inférieur à 790 dollars E.-U. en 1983) et qui doivent bénéficier en priorité de l'aide alimentaire, conformément aux directives et critères adoptés par le CPA.

5. Les prix internationaux de toutes les principales céréales ont baissé (en dollars E.-U.) au cours des deux premiers mois de 1985 en raison des amplitudes de 1984 et des perspectives qui s'annoncent dans l'ensemble favorables pour la production mondiale en 1985. Toutefois, malgré cette baisse des prix, la sécurité alimentaire des pays en développement continue d'être compromise par le fait qu'ils n'ont pas accès, faute de devises, à la plupart des denrées de base qui abondent sur les marchés mondiaux.

6. En ce qui concerne les tendances économiques mondiales, il apparaît désormais que la croissance économique réelle dans les pays développés à économie de marché a sans doute atteint son apogée au cours du premier semestre 1984, et qu'en 1985 cette croissance sera bien moindre que l'année précédente.

7. On est particulièrement inquiet, aux Etats-Unis, du niveau élevé de la dette du secteur rural et des implications à long terme que cela pourrait avoir sur la production agricole. Les prix de presque tous les produits de base ont décliné sur les marchés internationaux pendant la seconde moitié de 1984 et ceux des principaux produits agricoles exportés par les pays en développement ont été bien inférieurs à leur niveau de 1979-81. La situation économique générale des pays en développement continue d'être très difficile. Bien qu'on ait réussi à contenir la crise de la dette internationale, les pays en développement ont une dette extérieure énorme et leurs recettes d'exportation servent de plus en plus à payer le service de cette dette. La situation s'aggrave encore du fait que les taux d'intérêt sont restés élevés en termes réels et que l'aide extérieure à des conditions de faveur pour l'agriculture, déjà insuffisante, semble avoir diminué ainsi que l'indiquent les difficultés rencontrées pour reconstituer les ressources de l'IDA et du FIDA.

SITUATION ALIMENTAIRE DANS LES PAYS A FAIBLE REVENU ET A DEFICIT VIVRIER

8. Ainsi qu'il est indiqué dans le document principal, bien que dans son ensemble la situation alimentaire des pays à faible revenu et à déficit vivrier se soit légèrement améliorée en 1984/85 par rapport à 1983/84, cette amélioration a été essentiellement le fait de la Chine et de l'Inde, où des récoltes records ont été enregistrées l'année dernière. En réalité, le principal changement à signaler depuis la préparation du rapport est une nouvelle augmentation des estimations de la production en Chine et en Inde. Ces pays ont pu l'un et l'autre réduire leurs importations de denrées alimentaires, constituer des stocks et même exporter certaines quantités de produits. Bien qu'il s'agisse généralement de riz, on s'attend à ce que la Chine exporte aussi quelque 2 millions de tonnes de maïs - produit qu'elle a traditionnellement importé. En revanche, dans les autres pays à faible revenu, l'ensemble de la production de denrées de base a légèrement baissé en 1984. Cela implique une baisse de 3 pour cent dans la production par habitant, de sorte que même si l'on prévoit une augmentation des importations en 1984/85, la consommation par habitant risque de diminuer encore dans près de la moitié des pays à faible revenu et à déficit vivrier. Outre la crise qui sévit dans de nombreux pays d'Afrique (voir ci-dessous), des pénuries alimentaires sont actuellement signalées dans 9 autres pays (Bangladesh, Bolivie, El Salvador, Jordanie, Kampuchea, Laos, Liban, Nicaragua et Viet Nam).

LA CRISE ALIMENTAIRE EN AFRIQUE

9. Les graves problèmes d'approvisionnement alimentaire rencontrés par plusieurs pays d'Afrique continuent de susciter de grandes inquiétudes. Dans un certain nombre de pays, la situation s'est ultérieurement détériorée. La FAO estime qu'à l'heure actuelle les pays les plus frappés par la crise sont le Tchad, l'Ethiopie, le Mali, le Mozambique, le Niger et le Soudan. Les besoins de ces six pays ont été tout particulièrement étudiés lors d'une conférence spéciale des donateurs et des pays victimes de la crise, convoquée par le Secrétaire général des Nations Unies (Genève, mars 1985), pour examiner la situation alimentaire en Afrique.

10. Ainsi qu'il apparaît au Tableau 2, la production céréalière globale des 21 pays victimes de la crise en 1984 est actuellement estimée à 22,4 millions de tonnes, soit 12 pour cent de moins que la production de 1983, déjà réduite à cause de la sécheresse et 21 pour cent en dessous de la moyenne des cinq dernières années. Leurs besoins

totaux d'importations céréalières sont actuellement estimés à 12,2 millions de tonnes, quelque 5 millions de tonnes de plus que les importations effectives en 1983/84.

11. Les importations commerciales de 1984/85 devraient maintenant atteindre un total de 5,3 millions de tonnes, c'est-à-dire environ 1,4 million de tonnes de plus que l'année précédente. Par conséquent, les besoins d'aide alimentaire des 21 pays victimes de la crise sont désormais estimés à 6,9 millions de tonnes, ce qui représente plus du double de l'aide alimentaire reçue par ces pays en 1983/84.

12. A la fin du mois de mars, les contributions annoncées par les donateurs au Système mondial FAO d'information et d'alerte rapide s'élevaient à 5,7 millions de tonnes. Bien que les annonces de contribution faites par les donateurs aient sensiblement augmenté depuis la préparation du rapport principal, les quantités engagées sont inférieures d'environ 1,2 million de tonnes aux besoins estimés. Le déficit est particulièrement important dans le cas du Tchad, du Mali, du Niger, de l'Ethiopie et du Soudan. Bien que l'aide alimentaire annoncée jusqu'à présent ait tenu compte des déficits prévus en 1984/85 dans les pays affectés, une partie des déficits risquant de se produire dans ces pays et dans d'autres à la suite de mauvaises récoltes en 1985 devrait également être comblée par les allocations d'aide alimentaire des pays donateurs pendant l'exercice financier en cours. En ce qui concerne l'Afrique australe, il est déjà certain que la récolte sera mauvaise en Angola, au Botswana et au Mozambique et que ces pays auront encore besoin d'une aide alimentaire exceptionnelle jusqu'à la fin de 1985. Au Lesotho, l'issue de la récolte demeure incertaine, mais en Zambie et au Zimbabwe les perspectives sont favorables. En Afrique orientale, l'état des cultures en 1985 a été jusqu'à présent satisfaisant au Burundi, au Kenya, au Rwanda et en Tanzanie; pour ce qui est de l'Ethiopie, de la Somalie et du Soudan, la récolte principale n'aura pas lieu avant la fin de l'année. Dans les pays sahéliens de l'Afrique de l'Ouest, les semis de la récolte principale ne se feront que d'ici quelques mois, et il n'est pas encore possible de procéder à une estimation préliminaire des besoins d'aide alimentaire en 1985/86.

TABLEAU 2 - SITUATION DES DISPONIBILITES CERELIERES EN 1984/85 OU 1985 DANS 21 PAYS AFRICAINS
DONT LES BESOINS D'IMPORTATION DE CEREALES SONT ANORMALEMENT ELEVES (en milliers de tonnes)

Pays	Campagne de commercialisation	Production de céréales 1/		Importations de céréales			1984/85 ou 1985					Besoins non couverts		
		1984 chiffres provisoires		1983/84 ou 1984 2/		Besoins d'importations de céréales 3/		Couverts jusqu'à maintenant par:						
		Mil-liers de tonnes	Indice (1979-83=100)	Total	Importations commerciales	Aide alimentaire	Total	Importations commerciales	Besoins d'aide alimentaire	Contributions alimentaires	Total		Non encore livrées	
AFRIQUE DU NORD														
Maroc	Juil./juin	3 715	97	2 280	1 890	382	2 520	2 120	400 5/	1 551	392	196	196	8
AFRIQUE DE L'OUEST														
Burkina Faso	Nov./Oct.	1 100	98	163	60	103	300	115 9/	185	28	106	26	80	79
Cap-Vert	Jan./Déc.	3	75	90	15	75	65	5	60	-	42	14	28	18
Ichad	Nov./Oct.	315	67	127	50 16/	77	330 6/	50 16/	280 7/	-	154	85	69	126
Mali	Nov./Oct.	715	70	292	133	159	550 8/	175 9/	375 10/	13	208	84	124	167
Mauritanie	Nov./Oct.	20	49	270	78	192	235	80 9/	155	29	112	43	69	43
Niger	Oct./Sept.	780	46	31	11	20	520	125	395	-	236	114	142	139
Sénégal	Nov./Oct.	660	94	682	483	199	615	450 9/	165	351	111	38	73	54
AFRIQUE DE L'EST														
Burundi	Juil./juin	11 574		1 803	357	1 446	4 960	1 154	3 806	1 041	2 510	1 043	1 467	1 296
Ethiopie	Jan./Déc.	302	77	26	20	6	50	20	30	6	19	14	5	11
Kenya	Juil./juin	(4 820)	81	511	53	458	1 700	(200)	1 500 11/	148	842	388	454	658
Rwanda	Nov./Oct.	(1 835)	70	185	5	180	950	525	425	523	411	283	128	14
Somalie	Janv./Déc.	249	84	27	13	14	60	18	42	18	33	26	7	9
Soudan	Nov./Oct.	418	112	297	64	233	(250)	55	195 14/	6	195	56	139	-
Tanzanie	Juil./juin	1 440	48	402	28	374	1 500	100	1 400	104	862	177	685	538
	Juin/Mai	2 510	95	355	174	181	450	236 13/	214	236	148	99	49	66
AFRIQUE AUSTRALE														
Angola	Avr./Mars	3 539		1 425	817	608	2 115	992	1 123	895	1 100	783	317	23
Botswana	Avr./Mars	335	93	285	217	68	320	238 13/	82	238	74	68	6	8
Lesotho	Juil./juin	8	29	189	152	37	200	153	47	90	47	25	22	-
Mozambique	Mai/Avril	378	85	488	141	46	180	106	74 17/	90	74	62	12	-
Zimbabwe	Juin/Mai	920	95	205	129	76	620	120 9/	500 12/	118	485	371	114	15
Bière	Oct./Sept.			70	48	22	335	120	215 17/	112	215	109	106	-
Céréales sec. et riz	Avril/Mars	1 758	79	21	21	-	140	31	109 17/	24	109	53	56	-
Aide non allouée 15/				21	21	-	320	224	96 17/	223	96	95	1	-
TOTAL 21 pays		22 421	79	7 163	3 902	3 261	12 210	5 266	6 944	3 908	5 703	2 426	3 277	-712

Voir notes page suivante.

Note: Les chiffres entre parenthèses sont des prévisions préliminaires. Les totaux ne sont pas forcément exacts parce que les chiffres sont arrondis.

- 1/ Y compris paddy en équivalent riz usiné.
- 2/ Estimations des quantités effectivement importées en 1983/84 ou 1984.
- 3/ Les besoins totaux d'importation de céréales sont estimés en faisant la différence entre l'utilisation totale estimée et les disponibilités intérieures. Pour plusieurs pays, on suppose que les importations commerciales en 1984/85 correspondront aux importations effectives estimatives en 1983/84, les besoins d'aide alimentaire représentant la différence entre les besoins totaux et les importations commerciales. Pour les pays où se sont rendues des missions multidonateurs d'évaluation FAO/PAM, on a repris leurs estimations. Neuf pays ont déjà reçu la visite d'une mission en 1984/85: le Burkina Faso, le Cap-Vert, Le Tchad, le Kenya, le Mali, le Maroc, le Niger, le Sénégal et le Soudan. Les estimations des missions sont ultérieurement révisées en fonction des informations les plus récentes sur la production, les prévisions d'importation, les flux d'aide alimentaire et la situation globale des disponibilités alimentaires.
- 4/ Y compris environ 270 000 tonnes promises pour 1983/84 et qui n'avaient pas été livrées à la fin de la campagne de commercialisation.
- 5/ Y compris les 120 000 tonnes requises pour secourir les victimes de la sécheresse, comme l'a indiqué la mission FAO/PAM d'avril 1984 au Maroc.
- 6/ Besoins totaux d'importation de céréales ne tenant pas compte des contraintes logistiques actuelles. Voir note 7/.
- 7/ Besoins totaux d'aide alimentaire; toutefois, en raison des contraintes logistiques, 190 000 tonnes seulement pourront être livrées, à moins que la communauté des donateurs ne prenne des mesures exceptionnelles.
- 8/ Besoins totaux d'importations de céréales ne tenant pas compte des contraintes logistiques actuelles. Voir note 10/.
- 9/ Importations commerciales prévues.
- 10/ Besoins totaux d'aide alimentaire; toutefois, en raison des contraintes logistiques, on ne pourra livrer que 306 000 tonnes de céréales à moins que la communauté des donateurs ne prenne des mesures exceptionnelles.
- 11/ Besoins totaux d'aide alimentaire ne tenant pas compte des contraintes logistiques actuelles. On estime que 1,2 million de tonnes seulement peuvent être livrées avec la capacité logistique existante, à condition que celle-ci soit améliorée conformément aux propositions du représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies, que les donateurs sont en train d'examiner. La livraison de quantités supplémentaires nécessiterait l'adoption d'autres mesures exceptionnelles.
- 12/ Y compris 260 000 tonnes de secours d'urgence aux ruraux victimes de la famine.
- 13/ Importations commerciales pour lesquelles des contrats ont été passés jusqu'à maintenant.
- 14/ Aide alimentaire engagée jusqu'à présent pour les réfugiés et les populations normales; ce chiffre dépasse les précédentes estimations de la FAO en ce qui concerne les besoins d'aide alimentaire.
- 15/ Y compris 300 000 tonnes d'aide alimentaire non allouée promise par la CEE et ses Etats Membres, 270 000 tonnes promises par les Etats-Unis et 142 000 tonnes par la Chine.
- 16/ Importations non officielles estimatives.
- 17/ Aide alimentaire déjà promise; ce chiffre dépasse les précédentes estimations de la FAO en ce qui concerne les besoins d'aide alimentaire.

13. Il est urgent d'accélérer la livraison des quantités qui ont été promises. En Afrique australe et dans certains pays de l'Afrique orientale, toutes les quantités non encore parvenues à destination pour combler les besoins de 1984/85 devraient être livrées au cours des deux prochains mois si l'on veut qu'elles arrivent au moment où elles sont le plus nécessaires, c'est-à-dire juste avant que la prochaine récolte ne devienne disponible à la consommation. En ce qui concerne les pays du Sahel et le Soudan, il faudrait livrer le plus rapidement possible l'aide promise, avant que ne débute la saison des pluies en juin 1985. D'une façon générale, à la fin du mois de mars, 42 pour cent seulement de l'aide annoncée a été reçue par les pays touchés. La communauté internationale et les gouvernements des pays bénéficiaires doivent fournir immédiatement un effort décisif, si l'on veut que les livraisons alimentaires parviennent en temps voulu aux populations touchées.

14. Des programmes d'assistance financière et technique continuent d'être nécessaires afin de soutenir les efforts déployés par les gouvernements des pays victimes de la crise pour distribuer l'aide alimentaire et surmonter les problèmes logistiques qui risquent d'empêcher les aliments de parvenir jusqu'aux populations touchées, notamment dans les pays sans littoral. Par exemple, le chiffre global de 6,9 millions de tonnes estimé par la FAO pour les besoins d'aide alimentaire comprend les 500 000 tonnes dont ont besoin le Tchad, l'Ethiopie et le Mali, mais qui ne pourront parvenir aux populations en cause que si des mesures exceptionnelles sont prises (par exemple, pont aérien).

15. Par conséquent, on ne pourra éviter une dégradation de la situation, déjà inquiétante, dans les pays touchés au cours des prochains mois que si la communauté internationale intensifie ses efforts en vue :

- d'accroître les promesses d'aide alimentaire pour combler le déficit actuellement estimé par la FAO à 1,2 million de tonnes;
- de fournir un soutien supplémentaire pour la distribution des céréales notamment véhicules, combustible et pièces de rechange;
- de prendre d'autres mesures exceptionnelles pour résoudre les problèmes logistiques qui empêchent de venir en aide aux populations sinistrées.

16. Il faut également reconnaître que l'issue définitive de la récolte de 1985 dans les pays touchés dépend en partie de l'aide extérieure, qui viendra appuyer la relance de l'agriculture et de la production alimentaire en 1985. Il est essentiel que cette aide soit fournie de toute urgence, compte tenu du calendrier des cultures dans les pays touchés - notamment en ce qui concerne la date de livraison des semences, des engrais et des pesticides. Dans certains pays d'Afrique orientale et dans les pays sahéliens de l'Afrique de l'Ouest, ces facteurs de production sont requis immédiatement dans la perspective des plantations imminentes, tandis qu'en Afrique australe et dans d'autres pays de l'Afrique orientale, ils pourront être livrés plus tard en cours d'année pour soutenir la récolte de 1986.

PERSPECTIVES DES CULTURES EN 1985

17. Il est encore trop tôt pour prévoir le niveau de la production céréalière en 1985, mais compte tenu de l'état jusqu'à présent assez favorable des premières cultures et à supposer que les conditions météorologiques soient normales dans le reste de l'année, la production pourrait atteindre le niveau élevé de 1984 - à savoir 1,8 milliard de tonnes.

18. Certains pays d'Afrique, dont la situation alimentaire s'est détériorée à la suite d'une série de mauvaises récoltes, doivent absolument accroître leur production. Les perspectives varient considérablement d'un pays à l'autre en Afrique, mais dans certains des pays les plus gravement touchés (voir ci-dessus), l'état des cultures s'est détérioré. En Afrique orientale, la situation semble favorable dans un certain nombre de pays où l'on a déjà effectué les plantations pour 1985. Toutefois en Ethiopie, en Somalie et au Soudan, le démarrage tardif de la saison des pluies laisse envisager une nouvelle baisse de production en 1985. En Afrique australe, les perspectives concernant les céréales secondaires sont défavorables dans un certain nombre de pays où la sécheresse, la pénurie de facteurs de production et les troubles civils ont continué d'avoir des répercussions négatives sur la production. Ailleurs dans la sous-région, on pense que le niveau des

récoltes sera moyen ou même supérieur à la moyenne. En Afrique de l'Ouest, les plantations sont en cours dans certaines zones mais dans d'autres - y compris la zone sahélienne - elles n'ont pas encore débuté. En Afrique septentrionale, les conditions météorologiques ont généralement été favorables pour les céréales d'hiver.

19. En Asie, les perspectives concernant les céréales d'hiver sont généralement bonnes. En Chine, les cultures de blé ont bénéficié d'un climat jusqu'à présent favorable et aussi bien l'Inde que le Pakistan devraient atteindre les objectifs de production fixés pour le blé en 1985, tandis qu'au Bangladesh, les superficies plantées en blé se sont encore étendues. A Sri Lanka, la récolte de riz Maha devrait être plus importante que l'année dernière tandis qu'en Thaïlande la récolte secondaire devrait être normale. Toutefois, au Bangladesh, au Kampuchea, en Malaisie et au Viet Nam, les perspectives de la récolte précoce de riz sont inférieures à la normale et, aux Philippines, la situation des cultures de riz de plaine s'est détériorée.

20. En Amérique centrale et en Amérique du Sud, l'état des cultures céréalières semble satisfaisant et, dans beaucoup de pays, la production devrait dépasser celle de l'année dernière. Au Mexique, on pense que la production de blé et de maïs augmentera, tandis que d'autres cultures vivrières ainsi que le sorgho semblent en bonne voie. En Argentine, on prévoit une récolte de maïs plus abondante, mais au Brésil, la production risque de baisser en raison de l'arrivée tardive des pluies de février. En Bolivie et au Pérou, la production de riz diminuera sans doute à cause d'une réduction des plantations, mais, d'une façon générale, l'état des cultures vivrières dans ces deux pays, ainsi qu'en Equateur, est satisfaisant pour 1985.

21. Dans les pays développés, les céréales d'hiver sont pour l'essentiel en bonnes conditions. Les superficies plantées ont légèrement augmenté en URSS, elles ont diminué aux Etats-Unis et seront peut-être un peu moins étendues en Europe. En URSS, pour la première fois depuis plusieurs années, les conditions ont été extrêmement favorables à la croissance initiale des cultures et la production de blé et de seigle pourrait bien être beaucoup plus abondante que l'année dernière. Jusqu'à présent, les cultures de blé d'hiver aux Etats-Unis sont dans un état satisfaisant à moyen.

22. La plantation des céréales de printemps est désormais en cours dans l'hémisphère nord. En URSS, les superficies plantées devraient diminuer à la suite d'une réorientation vers les cultures fourragères, mais la production céréalière pourrait néanmoins augmenter si les programmes de culture intensive donnent les résultats escomptés. Aux Etats-Unis, il semblerait que les exploitants veuillent augmenter leurs cultures de céréales secondaires, mais les superficies effectivement plantées dépendront des conditions météorologiques au moment des semis ainsi que de la participation des agriculteurs au programme de réduction des superficies emblavées. Au Canada, les superficies plantées en céréales devraient également augmenter et la moisson pourrait donc être nettement plus abondante. En Europe, il ne devrait pas y avoir de changement notable dans les superficies plantées en céréales de printemps, de sorte que la production risque de baisser par rapport au niveau record de 1984 à moins que les conditions de culture ne soient à nouveau excellentes. En Australie, les estimations concernant la récolte de sorgho de 1985 ont été révisées en baisse en raison de la réduction des superficies plantées mais la production de riz devrait s'accroître de façon spectaculaire. En Afrique du Sud, qui est traditionnellement un grand exportateur de maïs, la récolte s'annonce meilleure que l'année dernière tout en restant inférieure à la normale.

23. Les Etats-Unis envisagent une réforme profonde de leurs politiques agricoles à partir de la campagne 1986. Cette réforme est encore à l'état de projet mais, en cas d'adoption, elle pourrait avoir une répercussion considérable sur le niveau de la production céréalière et des stocks gouvernementaux. Toutefois, pour évaluer l'incidence de tels changements sur les pays bénéficiant de l'aide alimentaire en particulier et sur la sécurité alimentaire mondiale en général, il faut attendre l'adoption effective de la nouvelle législation.

CONCLUSIONS

24. Les tendances de ces derniers mois viennent confirmer les grands sujets de préoccupation évoqués dans le document principal.

- i) Contraste flagrant entre l'abondance des disponibilités à l'échelle mondiale et la gravité des crises alimentaires qui sévissent dans un grand nombre de pays. Si l'on estime désormais que la production mondiale d'aliments de base en 1984 dépasse de près de 10 pour cent celle de l'année précédente, dans beaucoup de pays à faible revenu la production n'a pas suivi l'essor démographique. En outre, tandis que l'on prévoit une augmentation de 12 pour cent des stocks céréaliers mondiaux, qui devraient atteindre plus de 300 millions de tonnes d'ici la fin de 1984/85, ces stocks restent principalement concentrés dans quelques pays.
- ii) Incapacité, pour les pays à faible revenu et à déficit vivrier, d'accéder aux disponibilités alimentaires. Malgré une augmentation de l'aide alimentaire en 1984/85, et bien que les prix internationaux des céréales demeurent faibles en dollars E.-U., la plupart des pays à faible revenu et à déficit vivrier ne sont pas en mesure d'importer suffisamment de céréales pour combler leur déficit, faute de devises. En conséquence, la consommation par habitant de denrées de base devrait diminuer dans la moitié de ces pays pendant l'année en cours.
- iii) Crise alimentaire en Afrique. La crise s'est aggravée au cours des derniers mois. La situation alimentaire s'est détériorée dans un certain nombre de pays malgré une augmentation des allocations d'aide alimentaire. Il est urgent de mener une action sur trois fronts : accroître de plus d'un million de tonnes les promesses de contributions pour répondre aux besoins d'urgence; accélérer la livraison des quantités déjà promises; fournir une aide spéciale pour résoudre les problèmes logistiques qui empêchent l'aide de parvenir aux populations sinistrées.
- iv) Nécessité d'une relance de l'agriculture africaine. Les efforts devraient porter sur une utilisation plus efficace et opportune des ressources en mettant mieux à profit les capacités existantes et les programmes en cours.
- v) Persistance des difficultés macro-économiques se répercutant négativement sur la sécurité alimentaire. Le ralentissement de la croissance économique récemment enregistré dans les pays industrialisés et la chute simultanée de la plupart des prix des produits de base jettent une ombre sur les perspectives de croissance économique dans les pays en développement pour 1985. En outre, la dette extérieure s'alourdit et l'augmentation du service de la dette continue à limiter la capacité de ces pays à importer des aliments ou à investir dans le secteur de la production alimentaire. Cette situation a été ultérieurement aggravée par une diminution de l'aide extérieure à des conditions libérales accordée à l'agriculture et par les difficultés de refinancement de l'IDA et du FIDA. La sécurité alimentaire des pays en développement continue d'être compromise par le ralentissement de la reprise économique dans les pays industrialisés.



